standard ethics
Solicited Sustainability Ratings

Communiqué de presse

Londres, 19 Octobre 2015

Standard Ethics annonce la dégradation de la note de **Saipem**

Londres, le 19 Octobre 2015. Standard Ethics abaisse d'un cran le STANDARD ETHICS RATING attribué à **Saipem** (société cotée à la bourse italienne), la note passant de 'EE' à '**EE-**'.

Faisant suite à la baisse précédemment annoncée avec 'perspective négative' (communiqué du 16 Décembre 2013), Standard Ethics reste prudente dans son évaluation.

A l'heure actuelle, les améliorations volontaires du modèle de gouvernance d'entreprise et de RSE mises en oeuvre par Saipem (y compris le nouveau Code Éthique approuvé le 27 Avril dernier) ne sont pas jugées à la hauteur de la notation attribuée à la société.
La stratégie de durabilité et l'analyse de risques de réputation potentiels apparaissent sensiblement ancrées à un système d'implication des parties prenantes et à des indicateurs qui, compte tenu des défis actuels, sont jugés inadaptés aux modèles appliqués par Standard Ethics. L'importante internationalisation des activités économiques de Saipem requerrait, selon les analystes de Standard Ethics, la mise en place de stratégies qui permettraient de positionner la société non pas en fonction des exigences fondées sur la relation entre les diverses parties prenantes, mais basées en priorité sur l'agenda européen et international en matière de durabilité.

Standard Ethics prend toutefois acte que des fonctions de contrôle et de surveillance du Code Éthique (selon les paramètres de l'Agence), ont bien été mises en oeuvres par rapport au modèle précédent.

** VOIR NOTE MÉTHODOLOGIQUE CI-DESSOUS **

standard ethics
Solicited Sustainability Ratings

NOTE 2015/1

Standard Ethics est une agence de notation extra-financière indépendante. Elle vise à promouvoir les principes standards de durabilité et de gouvernance sur la base de documents et directives publiés par l'Union Européenne, l'OCDE et les Nations Unies, et ce, en introduisant une approche institutionnelle à la RSE fondée sur des normes. En tant que marque, Standard Ethics est connue depuis 2001 dans le monde de la "finance durable" et des études ESG (environnementales, sociales et de gouvernance).

STANDARD ETHICS RATING (SER) © sollicités et non sollicités

Testée durant les 14 dernières années, le STANDARD ETHICS RATING (SER) est une notation extra-financière qui entend rendre un avis sur le niveau de conformité par les entreprises et nations souveraines dans le domaine du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Il s'agit de la seule notation de durabilité en Europe qui se distingue des autres car elle est à la fois: Sollicitée (elle est émise à la demande du client dans le cadre d'un rapport bilatéral direct et réglementé); Standard (son algorithme est axé sur les lignes directrices et les recommandations de l'Union Européenne, de l'OCDE et des Nations Unies); Indépendante (l'accomplissement de cette tâche est inconciliable avec la fourniture d'autres services, recherches et activités de consulting liés aux données recueillies. Par ailleurs, il n'existe aucun intérêt économique et financier commun entre l'agence de notation et les requérants). Les notations non sollicitées sont émises exclusivement par le biais de communiqués de presse officiels et à des fins statistiques ou scientifiques. Actuellement, elles sont aussi utilisées pour mettre à jour les indices de Standard Ethics, ainsi que pour le classement des pays de l'OCDE (y compris le Brésil, la Chine, la Russie, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Égypte, la Roumanie, l'Argentine, la Bulgarie et le Vatican).

STANDARD ETHICS RATING (SER) © classes

Les notations finales émises par Standard Ethics sur le niveau de conformité des entreprises et des nations concernant les valeurs éthiques, sont réparties en neuf classes différentes : EEE; EEE-; EE+; EE; EE-; E+; E; E-; F. Le niveau "EE-" ou plus indique un bon niveau de conformité. Chaque classe de notation peut avoir une perspective positive ou négative. Toutefois, les nations et les entreprises ne respectant pas les valeurs exprimées par les Nations Unies, l'OCDE et l'UE, celles ne délivrant pas assez d'informations ou étant confrontées à de grands changements ne reçoivent pas de notation et figurent parmi les émetteurs "en suspens".

Normes pour les sociétés cotées en bourse

Standard Ethics souhaite que dans leurs statuts, les entreprises fassent formellement référence à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme approuvée par les Nations Unies le 10 décembre 1948. Standard Ethics souhaite également que, d'une manière générale, les entreprises aient adapté leurs structures selon les règlementations de l'ONU, de l'OCDE et de l'UE en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises (en particulier concernant la gouvernance d'entreprise). Les conditions fondamentales que les entreprises cotées doivent respecter sont les suivantes: avoir une position concurrentielle et non une position monopolistique et ne pas être impliquées dans des affaires de cartels; s'assurer que leurs actions soient cotées, qu'elles puissent être achetées librement, sans restriction aucune, et qu'elles bénéficient de droits fondamentaux (les votes fiduciaires, par exemple, sont interdits); posséder l'intégralité du capital ou n'avoir aucun conflit d'intérêts; tous les membres du Conseil d'Administration doivent être indépendants de toute propriété et soumis à un Code de Conduite assurant la transparence; mettre en place des procédures de contrôle internes s'assurant du respect des normes sociales et environnementales internationalement reconnues (selon les lignes directrices de l'ONU, de l'OCDE et de l'UE). Autres points positifs: un processus de sélection du personnel transparent (y compris des dirigeants); un organe de surveillance interne indépendant (en liaison permanente avec la réunion des actionnaires et faisant partie du Conseil d'Administration) pour vérifier que le travail du Conseil d'Administration soit conforme aux dernières normes et derniers principes de l'ONU, l'OCDE et l'UE en matière de conflits d'intérêts et de gouvernance d'entreprise; un organe de surveillance interne indépendant (ex: le Comité d'Audit), qui rend compte aux actionnaires et qui vérifie que le travail du Conseil d'Administration soit conforme aux dernières normes et derniers principes de l'ONU, de l'OCDE et de l'UE en matière de comptabilité et de finance spécifique; un organe interne qui rapporte et facilite l'adhérence de l'entreprise aux dernières normes et derniers principes internationaux en matière sociale et environnementale; un service de communication et relations publiques qui, conformément aux dernières normes et derniers principes sur la RSE et la transparence, applique avec l'indépendance nécessaire, le principe "se conformer ou s'expliquer" selon lequel tout manquement au respect des lignes directrices internationales sur la RSE doit être dûment motivé.

Vulnérabilité et analyse des risques

UN STANDARD ETHICS RATING n'est ni une notation prévisionnelle ni un modèle probabiliste. Néanmoins, comme le disait l'économiste Irving Fisher : "Le futur jette son ombre sur le présent". Par conséquent, les analyses sur les 'politiques' et la gouvernance met en évidence des degrés de vulnérabilité implicite vis-à-vis du futur. La vulnérabilité peut provenir de risques économiques, opérationnels ou de réputation. Ces derniers, contrairement aux pratiques les plus communes, ont été classés par Standard Ethics depuis 2011 en tant que risques primaires et secondaires, les risques primaires de réputation étant des risques distincts ne découlant pas des risques opérationnels. Cette classification introduit de nouveaux éléments dans les analyses sur la vulnérabilité et porte à croire que les entreprises possédant au moins un "double E" sont structurellement plus à même de résister aux événements négatifs (économiques, opérationnels ou de réputation) et plus aptes à réduire la fréquence potentielle de ces crises.

Évaluations des événements négatifs

Les évaluations réalisées par Standard Ethics ne sont pas prévisionnelles. De ce fait, elles ne se concentrent pas essentiellement sur l'analyse des événements négatifs et leurs conséquences, mais plutôt sur le caractère adéquat des ajustements organisationnels effectués par

les entreprises, ce, afin de réduire le risque qu'un tel événement ne se reproduise à l'avenir. Si, sur une période de temps raisonnable, les solutions proposées semblent être inadaptées à la notation accordée à une entreprise, une nouvelle notation sera attribuée de façon à ce que l'on parvienne au niveau le plus pertinent. Si ce facteur se révèle être un changement dans les politiques ou la gouvernance d'entreprise, la classe du STANDARD ETHICS RATING pourra être immédiatement corrigée.

Indices Standard Ethics

La publication des SER accorde l'accès à un ou plusieurs indices Standard Ethics selon la nature et la taille de l'entreprise. La manière dont Standard Ethics rend compte de ses indices est unique en Europe car elle se fonde sur un principe de divulgation complète. Pour toute autre information, veuillez visiter le site internet : www.standardethics.eu

Nations

Lors de l'évaluation des États, Standard Ethics favorise les pays dont le régime en vigueur est une démocratie établie et répondant aux exigences les plus rigoureuses en termes de Droits de l'Homme, lois et politiques environnementales, relations avec les pays en voie de développement, durabilité des structures économiques, niveau de démocratie substantiel et officiel et politique de sécurité. Ces aspects sont évalués selon les principes et les lignes directrices de l'Union Européenne, des Nations Unies, de l'OCDE et de l'Organisation Internationale du Travail.

L'entreprise

Standard Ethics est basée à Hanover Street, Londres, UK. Les responsables de l'entreprise en sont également les actionnaires, ce qui garantit son indépendance vis-à-vis des marchés et des clients. Standard Ethics a un modèle de gouvernance d'entreprise conçu afin de : a) Être adapté à une agence de notation moderne en termes de méthodologie et évaluations à long terme ; b) éviter les conflits d'intérêts ; c) être en accord avec les dernières exigences du Parlement Européen ; d) s'assurer de l'incompatibilité entre les notations et les autres activités. Standard Ethics est supervisée par un Agent de conformité indépendant avec pouvoirs d'inspection, autorisé à prendre part à n'importe quelle réunion, y compris le Conseil d'Administration. La collecte de données et les cotations pour l'attribution d'une notation Standard Ethics (SER) sont supervisées par son Comité de notation. Pour toute information sur Standard Ethics et sa gouvernance, veuillez visiter le site www.standardethics.eu.

Mentions légales

La notation Standard Ethics est le fruit d'un travail statistique et scientifique réalisé durant les 14 dernières années de manière à avoir un aperçu du monde économique par rapport aux principes éthiques promus par les grandes organisations internationales. Par conséquent, lors de la publication de ses notations, Standard Ethics n'entend en aucun cas solliciter l'achat ou la vente de titres de la part des émetteurs.

Bureau des Affaires publiques et de la Communication
headquarters@standardethics.eu

Filippo Cecchi
Communication & Public Affairs, Director
1st Floor, virtual Headquarters, in www.standardethics.eu
filippo.cecchi@standardethics.eu

Emmy Rihet
Communication & Public Affairs
www.standardethics.eu
emmy.rihet@standardethics.eu

standard ethics
Solicited Sustainability Ratings

Comunicato Stampa

Londra, 19 ottobre 2015

Standard Ethics comunica il declassamento del rating di **Saipem**

Londra, 19 ottobre 2015. **Standard Ethics** informa di avere declassato lo **STANDARD ETHICS RATING** attribuito a **Saipem** (quotata alla Borsa Italiana) a "**EE-**" dal precedente "EE".

Facendo seguito al precedente declassamento con "*outlook negativo*" (comunicato il 16 dicembre 2013), Standard Ethics mantiene un orientamento prudente nella propria valutazione.

Allo stato attuale, le implementazioni volontarie nel modello di *Corporate Governance* e CSR effettuate da **Saipem**, incluso il nuovo Codice Etico approvato 27 aprile scorso, **non vengono giudicate adeguate** alla classe di rating che è stata attribuita alla società.
La strategia di sostenibilità e l'analisi di eventuali rischi reputazionali appaiono sostanzialmente ancorate ad un sistema di *Stakeholders Engagement* e ad indicatori che, alla luce delle sfide attuali, vengono giudicati inadeguati ai modelli applicati da Standard Ethics. La forte internazionalità delle attività economiche di Saipem richiederebbe, secondo gli analisti dell'Agenzia, l'adozione di strategie che **posizionino la società** non in base alle esigenze emergenti dai rapporti con i vari portatori di interesse, almeno in via prioritaria, bensì, in base all'**agenda europea ed internazionale** in materia di sostenibilità.

Standard Ethics prende comunque atto che le funzioni di controllo e vigilanza del Codice etico (secondo i parametri dell'Agenzia) sono state implementate rispetto al precedente modello.

** FINE SEGUE NOTA METODOLOGICA **

standard ethics

Solicited Sustainability Ratings

** NOTA **

Standard Ethics è un'agenzia indipendente di rating in materia di sostenibilità, responsabilità sociale e buona *governance*.
Il marchio Standard Ethics è noto dal 2001 nel mondo della "finanza sostenibile" e degli studi ESG (*Environmental, Social e Governance*) per promuovere principi standard di sostenibilità e governance provenienti dall'Unione Europea, dall'OCSE e dalle Nazioni Unite ed avere introdotto un approccio "istituzionale" alla CSR ("norm-based").

STANDARD ETHICS RATING (SER) © sollecitato e non sollecitato

Lo STANDARD ETHICS RATING (SER) è un rating di sostenibilità testato in 14 anni di attività. L'unico rating di sostenibilità in Europa che oggi unisce le seguenti caratteristiche: è "solicited", "standard" e "independent": viene emesso su richiesta del cliente attraverso un rapporto bilaterale diretto e regolato; l'algoritmo è uniformato alle indicazioni e linee guida dell'Unione Europea, dell'OCSE e delle Nazioni Unite in materia di governance, sostenibilità e CSR; l'emissione è incompatibile con la fornitura di altri servizi, con attività di ricerca connessa ai dati raccolti, con l'esistenza di legami azionari o altri legami economici tra Standard Ethics ed il richiedente.
Rating "unsolicited" vengono emessi solo attraverso comunicati stampa ufficiali e per analisi statistiche o ragioni scientifiche. Attualmente per aggiornare indici (come nel caso della valutazione delle 40 maggiori società quotate italiane, pubblicata dal 2002) o per aggiornare il ranking delle nazioni OCSE. Rimangono validi – anche in questi casi – i principi di standardizzazione ed indipendenza sopra citati che sono alla base dell'attività di Standard Ethics fin dalla sua nascita.

Classi dello STANDARD ETHICS RATING (SER) ©

Le valutazioni finali sul livello di conformità delle aziende e delle nazioni ai principi etici "standard" sono tradizionalmente espresse attraverso nove diverse classi dello STANDARD ETHICS RATING create appositamente nel 2002: **EEE**; **EEE-**; **EE +**, **EE**, **EE-**, **E +**, **E**, **E-**, **F**.
Il livello "EE-" o superiore, indica una buona conformità. La "singola E" è una valutazione inferiore alla media. Ogni singola classe di rating può avere un ***outlook*** positivo o negativo. Le nazioni e le imprese che non rispettano i valori espressi dalle sopra citate organizzazioni o che non forniscono dati pubblici sufficienti ai necessari approfondimenti, non ricevono valutazioni e sono "sospesi". Tra gli emittenti "**sospesi**" vengono inseriti anche i casi in cui si è in attesa di informazioni, evoluzioni o chiarimenti.

Elementi standard richiesti alle società quotate

Nel caso delle società quotate, la "tripla E" viene assegnata se sussistono alcuni presupposti *standard*, tra cui, la previsione statutaria del rispetto della Dichiarazione universale dei diritti umani approvata dalle Nazioni Unite il 10 dicembre del 1948 (e delle principali norme internazionali che la completano e specificano), ed in termini generali, l'adeguamento della propria struttura alle norme di responsabilità sociale d'Impresa e corporate governance più avanzate. Per la "EEE" è inoltre richiesta: una posizione competitiva e non monopolistica; un capitale liberamente quotato ed acquistabile e con i medesimi diritti sostanziali (es. i patti di sindacato, a secondo della tipologia, possono comportare una valutazione negativa); una proprietà ampiamente diffusa e priva di posizioni dominanti o azionisti di controllo controbilanciati da adeguati strumenti di governo e controllo; tutti i consiglieri d'amministrazione indipendenti dalla proprietà e sottoposti ad un Codice di Condotta che garantisca un operato trasparente; una procedura interna e di controllo che verifichi il rispetto degli standard internazionalmente riconosciuti più aggiornati in materia sociale ed ambientale (ONU; OCSE; UE). Altri elementi positivi sono: una selezione del personale trasparente (compresi i dirigenti); un organismo indipendente di controllo interno (e/o gestione rischi), auspicabilmente collegato all'Assemblea dei Soci ed operativo sino al livello del CdA, per verificare il rispetto della normativa comunitaria e dei principi sui conflitti di interesse, sulla Corporate Governance, su contabilità e finanza straordinaria, promossi dalla UE, dall'ONU e dall'OCSE; un ufficio di relazioni esterne e di comunicazione che in linea con le ultime norme ed il principio "Comply or Explain", comunica all'esterno con regolarità ed indipendenza.

Analisi della vulnerabilità e dei rischi

Lo STANDARD ETHICS RATING non è un rating con funzioni predittive e non è un modello probabilistico. Nondimeno, come sosteneva l'economista Irving Fisher: "Il futuro getta la sua ombra nel presente"; pertanto, l'analisi condotta sia sulle *policy* e sia sulla *governance* aziendale evidenzia dei livelli di vulnerabilità implicita rispetto al futuro. Vulnerabilità derivante da rischi economici, operativi e reputazionali. Questi ultimi, diversamente dalle prassi più diffuse, sono classificati da Standard Ethics (dal 2011) in *primari* e *secondari*, dove i *rischi reputazionali primari* hanno propria natura e non derivano dai rischi operativi. Questa classificazione introduce elementi originali nell'analisi della vulnerabilità e porta a ritenere che le società classificate almeno con la "doppia E", siano strutturalmente più idonee a sopportare eventi negativi severi (economici, operativi o reputazionali) e siano ritenute in grado di ridurne la loro potenziale frequenza.

Valutazione degli eventi negativi

Le valutazioni di Standard Ethics, non essendo predittive, non si focalizzano primariamente sull'analisi degli eventi negativi ed i loro effetti futuri, ma sull'adeguatezza delle correzioni organizzative che l'azienda fornisce sul momento al fine di ridurre il rischio che un analogo accadimento possa ripetersi. Qualora, nell'arco di un ragionevole lasso di tempo, le soluzioni proposte apparissero inadeguate alla classe di rating in possesso all'azienda, la classe di rating verrà proporzionalmente portata al livello più consono.
Qualora l'elemento di novità sia rappresentato da una modifica delle policy o della governance aziendale, la classe dello STANDARD ETHICS RATING può essere adeguata immediatamente.

Solicited Sustainability Ratings

Indici di Standard Ethics

La pubblicazione del SER consente di poter accedere ad uno o più indici di Standard Ethics, anche a secondo della tipologia aziendale e dimensione. Ogni indice di Standard Ethics è un **Open Free Sustainability Index**: la metodologia, i criteri di selezione, i pesi e la formula di calcolo sono pubblici e sono quindi liberamente utilizzabili – senza costi – come *benchmank* in materia di CSR e finanza sostenibile. Per
La rendicontazione di Standard Ethics sui propri indici è un *unicum* europeo poiché prevede la totale *disclosure*.
Per informazioni si rimanda al sito dedicato.

Le nazioni

Standard Ethics, nell'ambito della propria attività istituzionale, emette rating alle nazioni aderenti all'OCSE a cui sono state aggiunte nel corso del tempo: Argentina, Brasile, Bulgaria, Cina, Egitto, India, Romania, Russia, Sud Africa e lo Stato della Città del Vaticano. Nel valutare le nazioni, Standard Ethics favorisce le nazioni dalla democrazia stabile e collaudata, tesa a soddisfare i più alti requisiti in termini di diritti umani, in termini di politiche ambientali, di relazioni con i paesi in via di sviluppo, di sostenibilità delle strutture economiche, in grado di garantire alti livelli sostanziali e formali di democrazia e di sicurezza comune. Questi aspetti vengono valutati secondo le linee guida e principi promossi dall'Unione europea, dalle Nazioni Unite, dall'OCSE.

Standard Ethics

Standard Ethics ha sede a Londra, Hanover Street.
Standard Ethics è dotata di un modello di *governance* studiato per essere adeguato ad una moderna agenzia di rating, che eviti casi di conflitti d'interesse, che assicuri l'incompatibilità tra rating ed altre attività. La struttura è vigilata da un *Compliance Officer*. Il processo di raccolta dati e la proposta di emissione del rating viene sovraintesa da un apposito *Rating Committee*. Per ogni informazione su Standard Ethics e la sua governance si rimanda al sito: www.standardethics.eu.

Legal Disclaimer

Lo Standard Ethics Rating è il risultato di un lavoro scientifico portato avanti negli ultimi 14 anni al fine di fornire un quadro aggiornato del mondo economico in relazione ai principi etici promossi dalle grandi organizzazioni internazionali. In nessun caso, Standard Ethics - attraverso valutazioni ed emissioni - intende sollecitare l'acquisto o la vendita di titoli da parte di qualsiasi emittente.

Communication and Public Affairs Office
headquarters@standardethics.eu

Filippo Cecchi
Communication & Public Affairs, Director
www.standardethics.eu
filippo.cecchi@standardethics.eu

Emmy Rihet
Communication & Public Affairs
www.standardethics.eu
emmy.rihet@standardethics.eu